

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2018/205321]

13 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Regering tot wijziging van het besluit van de Regering van 13 juli 2017 tot aanwijzing van de leden van de integratieraden voor het gewoon secundair onderwijs in het kader van de deelneming van nieuwkomers aan het onderwijs

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 31 augustus 1998 betreffende de opdrachten toevertrouwd aan de inrichtende machten en aan het schoolpersoneel en houdende algemene pedagogische en organisatorische bepalingen voor de gewone en gespecialiseerde scholen, artikel 93.74, § 1, ingevoegd bij het decreet van 26 juni 2017;

Gelet op het besluit van de Regering van 13 juli 2017 tot aanwijzing van de leden van de integratieraden voor het gewoon secundair onderwijs in het kader van de deelneming van nieuwkomers aan het onderwijs;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, 1^o, van het besluit van de Regering van 13 juli 2017 tot aanwijzing van de leden van de integratieraden voor het gewoon secundair onderwijs in het kader van de deelneming van nieuwkomers aan het onderwijs worden de woorden "Mevr. Gabriele Goor" vervangen door de woorden "Mevr. Corina Senster".

Art. 2. In artikel 2, 1^o, van hetzelfde besluit worden de woorden "Mevr. Corina Senster" vervangen door de woorden "Mevr. Ruth De Sy".

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2018.

Art. 4. De minister bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 13 september 2018.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

O. PAASCH

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

H. MOLLERS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205401]

27 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la reconnaissance des associations agricoles wallonnes comme organisations représentatives

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.6, D.17 et D. 68;

Vu le rapport du 11 avril 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 64.007/2/V du Conseil d'Etat, donné le 5 septembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

2^o l'activité agricole : l'activité définie par l'article D.3, 1^o, du Code;

3^o l'association agricole à but général : toute organisation représentative du secteur agricole, y compris les associations de jeunes agriculteurs et les associations féminines agricoles, œuvrant pour l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques et sociaux des agriculteurs;

4^o l'association agricole spécialisée : toute organisation représentative, dont l'activité principale est limitée à un seul secteur de production agricole au sens de l'article D.3, 31^o, du Code, œuvrant pour l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels, économiques et sociaux de leurs membres;

5^o la cotisation : la contribution financière d'un montant minimum de dix euros par an par un membre à une association agricole à but général ou spécialisée;

6^o le département : le Département du Développement de l'administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code;

Art. 2. Sur proposition du Ministre, le Gouvernement wallon reconnaît, pour une période de trois ans, les associations agricoles.

Art. 3. Pour pouvoir être reconnue comme association agricole à but général, une association agricole envoie par tout moyen susceptible de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, au département, une demande de reconnaissance en qualité d'association agricole à but général, accompagnée d'une copie des statuts de l'organisation ou de documents équivalents certifiant :

1° qu'elle répond à la définition telle que reprise à l'article 1^{er}, 3°;

2° qu'elle existe depuis trois ans au moins;

3° que minimum 5 pour-cent des agriculteurs au sens de l'article D.3, 4°, du Code soient des membres affiliés de l'association;

4° que, pour les associations de jeunes, minimum 5 pour-cent des bénéficiaires du paiement jeune soient des membres affiliés et répondent soit à la définition d'agriculteur telle que fixée par l'article D 3, 4°, du Code, soit bénéficient du statut d'aidant ou soient étudiants dans une section agricole ou horticole de l'enseignement secondaire ou supérieur;

5° que, pour les organisations féminines, minimum 5 pour-cent des agriculteurs répondant soit à la définition d'agriculteur telle que fixée par l'article D 3, 4°, du Code, soit soient agricultrices ou agricultrices conjoints-aidant à temps plein ou à temps partiel soient des membres affiliés;

6° que, pour les organisations actives dans le secteur de l'agriculture biologique, 5 pour-cent des agriculteurs certifiés en agriculture biologique ou en cours de conversion agriculture biologique soient des membres affiliés de l'association;

7° qu'elle exerce son activité sur au moins trois provinces du territoire de la Région wallonne.

Toutefois, l'association active en langue allemande, afin d'être reconnue, certifie qu'elle exerce son activité en région de langue allemande avec un minimum de 5 pour-cent d'agriculteurs au sens de l'article D.3, 4°, du Code exerçant leur activité en région de langue allemande comme membres affiliés.

L'association joint à la demande visée à l'alinéa 1^{er} une attestation sur l'honneur qu'elle dispose de nombre suffisant de membres en ordre de cotisation individuelle pour leur affiliation.

Le département vérifie le respect de la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, en procédant à un contrôle visuel et sur place de la liste des membres concernés.

Art. 4. Pour pouvoir être reconnue comme association agricole spécialisée, une association agricole envoie par tout moyen susceptible de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code, au département, une demande de reconnaissance en qualité d'association agricole spécialisée, accompagnée d'une copie des statuts de l'organisation ou de documents équivalents certifiant :

1° qu'elle répond à la définition telle que reprise à l'article 1^{er}, 4°;

2° qu'elle existe depuis trois ans au moins;

3° que minimum 10 pour-cent des agriculteurs du secteur concerné au sens de l'article D.3, 4° du Code soient des membres affiliés de l'association;

4° que ses membres affiliés exercent une activité agricole dans ce secteur;

5° qu'elle exerce son activité en Région wallonne sur le territoire d'au moins trois provinces.

Toutefois, l'association active en langue allemande, pour pouvoir être reconnue, certifie exercer son activité en région de langue allemande avec un minimum de 10 pour-cent d'agriculteurs au sens de l'article D.3, 4°, du Code exerçant leur activité en région de langue allemande comme membres affiliés.

En dérogation à l'alinéa 1^{er}, 3°, lorsque le secteur de production compte un nombre restreint d'agriculteurs, le département analyse la représentativité de l'association spécialisée dans le secteur concerné.

L'association joint à la demande visée à l'alinéa 1^{er} une attestation sur l'honneur qu'elle dispose de nombre suffisant de membres en ordre de cotisation individuelle pour leur affiliation.

Le département vérifie le respect des conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 3°, et à l'alinéa 3 en procédant à un contrôle visuel et sur place de la liste des membres concernés.

L'association reconnue sur base de l'alinéa 1^{er} est concertée uniquement lorsque l'activité qu'elle défend ou la catégorie d'agriculteurs qu'elle représente sont concernés.

Art. 5. § 1^{er}. Après réception du dossier par le département, celui-ci le transmet au Ministre dans un délai de 3 mois.

Le Ministre le transmet ensuite au Gouvernement en vue de l'octroi éventuel d'une reconnaissance endéans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier.

§ 2. Au cas où le Gouvernement statue favorablement sur la demande de reconnaissance, la reconnaissance prend cours à partir de la date de notification officielle par le département.

Art. 6. § 1^{er}. En cas de refus, les éventuelles réclamations motivées sont introduites auprès du Directeur général de l'administration, dans les trente jours qui suivent la notification de refus de reconnaissance.

§ 2. Le Directeur général peut exiger de l'organisation agricole les pièces justificatives suivantes :

- 1° la déclaration sur l'honneur relative aux affiliés;
- 2° les livres comptables;
- 3° les rapports d'activité ou tout autre document probant.

§ 3. Le département instruit la réclamation et transmet ensuite le dossier au Ministre en vue de permettre au Gouvernement de statuer définitivement sur la reconnaissance dans les 3 mois à dater de l'introduction du recours.

Art. 7. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application du Code, le Gouvernement peut, à tout moment, retirer la reconnaissance lorsque :

- 1° les conditions visées à l'article 3 et à l'article 4 ne sont plus remplies;
- 2° les associations refusent de fournir, à la demande du service compétent, les renseignements nécessaires ou les pièces justificatives dans les délais;
- 3° les contrôles sont freinés ou empêchés par les associations.

§ 2. Si le Gouvernement estime qu'il existe des motifs pour retirer la reconnaissance, il communique ces motifs à l'association concernée.

L'association dispose, sous peine d'irrecevabilité, de 30 jours suivant la notification des motifs pour faire connaître ses objections par envoi recommandé ou par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D. 15 du Code, auprès du service compétent.

§ 3. La décision prise par le Gouvernement après examen des objections déposées, est communiquée à l'organisation par le département, par courrier recommandé ou par tout moyen susceptible de conférer une date certaine à l'envoi conformément à l'article D. 15 du Code, dans un délai de 30 jours après réception des objections visées au § 2, alinéa 2.

Art. 8. Les demandes de reconnaissance sont introduites par les associations agricoles à partir de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté. La période de reconnaissance court à partir du moment où la reconnaissance est octroyée.

La reconduction pour 3 années supplémentaires est introduite 3 mois avant son échéance auprès du département.

Art. 9. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205401]

27. SEPTEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Anerkennung der wallonischen landwirtschaftlichen Vereinigungen als repräsentative Organisationen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.6, D.17 und D.68;

Aufgrund des Berichts vom 11. April 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 5. September 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 64.007/2/V;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

- 1° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;
- 2° landwirtschaftliche Tätigkeit: die Tätigkeit im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 1 des Gesetzbuches;
- 3° landwirtschaftliche Vereinigung mit allgemeiner Zielsetzung: jede repräsentative Organisation des landwirtschaftlichen Sektors, einschließlich der Vereinigungen von Junglandwirten und der Bäuerinnenverbände, die sich der Studie, dem Schutz und der Förderung der beruflichen, wirtschaftlichen und sozialen Interessen der Landwirte widmet;
- 4° landwirtschaftliche Fachvereinigung: jede repräsentative Organisation, deren Haupttätigkeit auf einen einzigen landwirtschaftlichen Produktionssektor im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 31 beschränkt ist, die sich der Studie, dem Schutz und der Förderung der beruflichen, wirtschaftlichen und sozialen Interessen ihrer Mitglieder widmet;
- 5° Beitrag: der finanzielle Beitrag in Höhe von mindestens zehn Euro pro Jahr, den ein Mitglied einer landwirtschaftlichen Vereinigung mit allgemeiner Zielsetzung oder einer landwirtschaftlichen Fachvereinigung zahlt;

6° Abteilung: die Abteilung Entwicklung der Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches.

Art. 2 - Auf Vorschlag des Ministers werden die landwirtschaftlichen Vereinigungen für einen Zeitraum von drei Jahren von der Wallonischen Regierung anerkannt.

Art. 3 - Um als landwirtschaftliche Vereinigung mit allgemeiner Zielsetzung anerkannt werden zu können, übermittelt eine landwirtschaftliche Vereinigung der Abteilung durch jedes Mittel, durch das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verliehen wird, einen Antrag auf Anerkennung als landwirtschaftliche Vereinigung mit allgemeiner Zielsetzung; diesem Antrag wird eine Kopie der Satzungen der Organisation oder von gleichwertigen Dokumenten beigelegt, durch die bescheinigt wird, dass:

1° sie der Definition nach Artikel 1 Ziffer 3 entspricht;

2° sie seit mindestens drei Jahren existiert;

3° mindestens 5 Prozent der Landwirte im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Gesetzbuches der Organisation angeschlossene Mitglieder sind;

4° was die Vereinigungen von Junglandwirten betrifft, mindestens 5 Prozent der Empfänger der Zahlung für Junglandwirte angeschlossene Mitglieder sind, wobei sie entweder der Definition des Landwirts nach Artikel D.3 Ziffer 4 des Gesetzbuches entsprechen, oder das Statut als Mithelfender haben oder Student in der landwirtschaftlichen oder gartenbaulichen Abteilung des Sekundar- oder Hochschulunterrichts sind;

5° was die Bäuerinnenverbände betrifft, mindestens 5 Prozent der Landwirtinnen angeschlossene Mitglieder sind, wobei sie entweder der Definition des Landwirts nach Artikel D.3 Ziffer 4 des Gesetzbuches entsprechen, oder voll- oder halbzzeitbeschäftigte Landwirtinnen oder Landwirtinnen-mithelfender Ehepartner sind;

6° was die im Sektor der biologischen Landwirtschaft tätigen Organisationen betrifft, 5 Prozent der für die biologische Landwirtschaft zertifizierten oder in der Umstellung auf biologische Landwirtschaft befindlichen Landwirte der Organisation angeschlossene Mitglieder sind;

7° sie ihre Tätigkeit in mindestens drei Provinzen der Wallonischen Region ausübt.

Um anerkannt zu werden, muss die in deutscher Sprache aktive Vereinigung jedoch bescheinigen, dass sie ihre Tätigkeit im deutschsprachigen Gebiet ausübt, mit mindestens 5 Prozent der Landwirte im Sinne des Artikels D.3 Ziffer 4 des Gesetzbuches, die ihre Tätigkeit im deutschsprachigen Gebiet ausüben, als angeschlossene Mitglieder.

Die Abteilung prüft die Einhaltung der in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Bedingung, indem sie vor Ort die Liste der betreffenden Mitglieder visuell überprüft.

Art. 4 - Um als landwirtschaftliche Fachvereinigung anerkannt werden zu können, übermittelt eine landwirtschaftliche Vereinigung der Abteilung durch jedes Mittel, durch das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verliehen wird, einen Antrag auf Anerkennung als landwirtschaftliche Fachvereinigung; diesem Antrag wird eine Kopie der Satzungen der Organisation oder von gleichwertigen Dokumenten beigelegt, durch die bescheinigt wird, dass:

1° sie der Definition nach Artikel 1 Ziffer 4 entspricht;

2° sie seit mindestens drei Jahren existiert;

3° mindestens 10 Prozent der Landwirte des betreffenden Sektors im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Gesetzbuches der Organisation angeschlossene Mitglieder sind;

4° ihre angeschlossenen Mitglieder eine landwirtschaftliche Tätigkeit in diesem Sektor ausüben;

5° sie ihre Tätigkeit in mindestens drei Provinzen der Wallonischen Region ausübt.

Um anerkannt werden zu können, muss die in deutscher Sprache aktive Vereinigung jedoch bescheinigen, dass sie ihre Tätigkeit im deutschsprachigen Gebiet ausübt, mit mindestens 10 Prozent der Landwirte im Sinne des Artikels D.3 Ziffer 4 des Gesetzbuches, die ihre Tätigkeit im deutschsprachigen Gebiet ausüben, als angeschlossene Mitglieder.

Wenn der Produktionssektor eine begrenzte Anzahl Landwirte zählt, kann von Absatz 1 Ziffer 3 abgewichen werden, wobei die Abteilung die Repräsentativität der Fachvereinigung im betreffenden Produktionssektor untersucht.

Dem in Absatz 1 genannten Antrag fügt die Vereinigung eine ehrenwörtliche Erklärung bei, durch die sie bescheinigt, dass sie über eine ausreichende Zahl von Mitgliedern verfügt, wobei Letztere ihren individuellen Beitrag für ihre Mitgliedschaft ordnungsgemäß gezahlt haben müssen.

Die Abteilung prüft die Einhaltung der in Absatz 1 Ziffer 3 und Absatz 3 genannten Bedingungen, indem sie vor Ort die Liste der betreffenden Mitglieder visuell überprüft.

Die auf der Grundlage von Absatz 1 anerkannte Vereinigung wird nur dann zu Rate gezogen, wenn die Aktivität, die sie verteidigt, oder die Kategorie von Landwirten, die sie vertritt, betroffen sind.

Art. 5 - § 1^{er}. Nachdem die Akte bei der Abteilung eingegangen ist, übermittelt Letztere diese Akte dem Minister innerhalb von 3 Monaten.

Der Minister übermittelt sie anschließend der Regierung zwecks der eventuellen Gewährung der Anerkennung binnen 3 Monaten ab dem Empfang der Akte.

§ 2. Wenn die Regierung eine günstige Entscheidung über den Anerkennungsantrag fällt, dann läuft die Anerkennung ab dem Datum der amtlichen Notifizierung durch die Abteilung.

Art. 6 - § 1^{er}. Wenn der Antrag abgelehnt wird, sind die eventuellen, mit einer Begründung versehenen Beschwerden binnen dreißig Tagen ab der Notifizierung der Ablehnung der Anerkennung bei dem Generaldirektor der Verwaltung einzureichen.

§ 2. Der Generaldirektor kann von der landwirtschaftlichen Organisation die nachstehenden Belege verlangen:

1° die ehrenwörtliche Erklärung in Bezug auf die angeschlossenen Mitglieder;

2° die Geschäftsbücher;

3° die Tätigkeitsberichte oder alle sonstigen Belege.

§ 3. Die Abteilung untersucht die Beschwerde und übermittelt anschließend die Akte dem Minister, damit die Regierung binnen drei Monaten ab der Einreichung der Beschwerde einen endgültigen Beschluss über die Anerkennung fassen kann.

Art. 7 - § 1^{er}. Unbeschadet der Anwendung des Gesetzbuches kann die Regierung die Anerkennung jederzeit entziehen, wenn

- 1° die in Artikel 3 und Artikel 4 erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllt sind;
- 2° die Vereinigungen sich weigern, die erforderlichen Informationen oder Belege nach Anfrage des zuständigen Dienstes fristgerecht einzureichen;
- 3° die Vereinigungen Kontrollen behindern oder verhindern.

§ 2. Wenn die Regierung der Ansicht ist, dass es Gründe gibt, um die Anerkennung zu entziehen, teilt sie diese Gründe der betreffenden Vereinigung mit.

Die Vereinigung verfügt unter Gefahr der Unzulässigkeit über eine Frist von dreißig Tagen ab der Mitteilung der Gründe, um durch einen Einschreibebrief oder durch jedes Mittel, das gemäß Artikel D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, bei der zuständigen Dienststelle ihren Einspruch geltend zu machen.

§ 3. Nachdem die erhobenen Einsprüche geprüft worden sind, übermittelt die Abteilung der Organisation den von der Regierung gefassten Beschluss durch einen Einschreibebrief oder durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der in § 2 Absatz 2 erwähnten Einsprüche.

Art. 8 - Die Vereinigungen reichen die Anerkennungsanträge ab der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* ein. Der Anerkennungszeitraum läuft ab dem Zeitpunkt, an dem die Anerkennung gewährt worden ist.

Der Antrag auf Verlängerung für 3 weitere Jahre wird drei Monate vor der Fälligkeit bei der Abteilung eingereicht.

Art. 9 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. September 2018

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205401]

27 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de erkenning van de Waalse landbouwverenigingen als representatieve organisaties

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, de artikelen D.6, D.17, en D.68;

Gelet op het rapport van 11 april 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 64.007/2/V van de Raad van State, gegeven op 5 september 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° het Wetboek : het Waalse Landbouwwetboek;
- 2° de landbouwactiviteit: de activiteit bedoeld bij artikel D.3, 1°, van het Wetboek;
- 3° de algemene landbouwvereniging: elke representatieve organisatie van de landbouwsector, met inbegrip van verenigingen van jonge landbouwers en vrouwelijke landbouwverenigingen, die zich bezighouden met de studie, bescherming en ontwikkeling van de professionele, economische en sociale belangen van landbouwers;
- 4° de gespecialiseerde landbouwvereniging : elke representatieve organisatie waarvan de hoofdactiviteit beperkt is tot één enkele landbouwproductiesector in de zin van artikel D.3, 31°, van het Wetboek, die zich bezighoudt met de studie, bescherming en ontwikkeling van de professionele, economische en sociale belangen van haar leden;
- 5° de bijdrage : de financiële bijdrage van minstens 10 euro per jaar en per lid aan algemene of gespecialiseerde landbouwverenigingen;
- 6° het Departement: het Departement Ontwikkeling van de Administratie in de zin van artikel D.3, 3°, van het Wetboek;

Art. 2. Op voorstel van de Minister worden de landbouwverenigingen voor drie jaar erkend.

Art. 3. Om als algemene landbouwvereniging te worden erkend, zendt een landbouwvereniging het departement, door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek, een aanvraag tot erkenning als algemene landbouwvereniging, samen met een afschrift van de statuten van de organisatie of gelijkwaardige documenten waaruit blijkt dat:

1° ze aan de omschrijving zoals vermeld in artikel 1, 3°, voldoet;

2° ze al minstens 3 jaar bestaat;

3° ten minste 5 procent van de landbouwers in de zin van artikel D.3, 4°, van het Wetboek aangesloten leden van de vereniging zijn;

4° voor jeugdverenigingen, minstens 5 procent van de begunstigden van de betaling voor jonge landbouwers aangesloten leden zijn en voldoen aan de definitie van landbouwer zoals bepaald bij artikel D.3, 4°, van het Wetboek, of in aanmerking komen voor het statuut van verzorger, of student zijn in een land- of tuinbouwafdeling van het secundair of hoger onderwijs;

5° voor vrouwelijke landbouwverenigingen, minstens 5 procent van de landbouwers die aan de omschrijving van landbouwer voldoen, zoals bepaald bij artikel D.3, 4°, van het Wetboek, voltijdse of deeltijdse meewerkende echtgenoten landbouwers zijn of aangesloten leden zijn;

6° voor de organisaties die actief zijn in de biologische landbouw, 5 procent van de landbouwers die zijn gecertificeerd in de biologische landbouw of die zich in een omschakelingsproces naar biologische landbouw bevinden, aangesloten leden van de vereniging;

7° ze haar activiteit uitoefent in minstens drie provincies van het grondgebied van het Waalse Gewest.

Om erkend te worden, certificeert de in het Duits actieve vereniging echter dat zij haar activiteit in het Duitstalige gebied uitoefent, met minstens 5 procent van de landbouwers in de zin van artikel D.3, 4°, van het Wetboek, die hun activiteit uitoefenen in het Duitstalige gebied als aangesloten leden.

De vereniging voegt bij de aanvraag bedoeld in het eerste lid een attest op erewoord dat ze over een voldoende aantal leden beschikt in orde met hun individuele bijdrage voor hun aansluiting.

Het departement gaat na of de voorwaarde bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt nageleefd, door het uitvoeren van een visuele controle ter plaatse van de lijst van de betrokken leden.

Art. 4. Om als gespecialiseerde landbouwvereniging te worden erkend, zendt een landbouwvereniging het departement, door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek, een verzoek om erkenning als gespecialiseerde landbouwvereniging, samen met een afschrift van de statuten van de organisatie of gelijkwaardige documenten waaruit blijkt dat:

1° ze aan de omschrijving zoals vermeld in artikel 1, 4°, voldoet;

2° ze al minstens 3 jaar bestaat;

3° ten minste 10 procent van de landbouwers in de zin van artikel D.3, 4°, van het Wetboek aangesloten leden van de vereniging zijn;

4° haar aangesloten leden een landbouwactiviteit in deze sector uitoefenen;

5° ze haar activiteit in het Waalse Gewest uitoefent op het gebied van minstens drie provincies.

Om erkend te worden, certificeert de in het Duits actieve vereniging echter dat zij in het Duitstalige gebied haar activiteit uitoefent, met minstens 10 procent van landbouwers in de zin van artikel D.3, 4°, van het Wetboek, die hun activiteit uitoefenen in het Duitstalige gebied als aangesloten leden.

In afwijking van het eerste lid, 3°, onderzoekt het departement, wanneer de productiesector een beperkt aantal landbouwers telt, de representativiteit van de in de betrokken sector gespecialiseerde vereniging.

De vereniging voegt bij de aanvraag bedoeld in het eerste lid een attest op erewoord dat ze over een voldoende aantal leden beschikt in orde met hun individuele bijdrage voor hun aansluiting.

Het departement gaat na of de voorwaarden bedoeld in het eerste lid, 3°, en in het derde lid, worden nageleefd, door het uitvoeren van een visuele controle ter plaatse van de lijst van de betrokken leden.

De op basis van het eerste lid erkende vereniging wordt enkel geraadpleegd wanneer het gaat om de activiteit die zij verdedigt of om de categorie landbouwers die zij vertegenwoordigt.

Art. 5. § 1^{er}. Na ontvangst van het dossier door het departement, wordt het binnen 3 maanden aan de Minister overgemaakt.

Daarna maakt de Minister het dossier voor eventuele erkenning binnen 3 maanden na ontvangst ervan over aan de Regering.

§ 2. Bij gunstige beslissing van de Regering over het verzoek om erkenning, begint bedoelde erkenning te lopen vanaf de datum van de officiële kennisgeving door het departement.

Art. 6. § 1^{er}. In geval van weigering moeten alle gerechtvaardigde klachten binnen 30 dagen na de kennisgeving van de weigering van erkenning worden ingediend bij de Directeur-generaal van de Administratie.

§ 2. De directeur-generaal kan van de landbouworganisatie de volgende bewijsstukken vereisen:

1° de verklaring op erewoord met betrekking tot de leden;

2° de rekeningenboeken;

3° de activiteitenverslagen of elk ander bewijsstuk.

§ 3. Het departement onderzoekt de klacht en stuurt het dossier door naar de Minister om de Regering in staat te stellen binnen 3 maanden na de indiening van het beroep een definitieve beslissing over de erkenning te nemen.

Art. 7. § 1^{er}. Onverminderd de toepassing van het Wetboek, kan de Regering op elk ogenblik de erkenning intrekken wanneer:

- 1° de in artikel 3 en in artikel 4 bedoelde voorwaarden niet meer vervuld worden;
- 2° de verenigingen de door de bevoegde dienst gevraagde inlichtingen of stukken binnen de bepaalde termijnen weigeren te verstrekken;
- 3° de controles door de verenigingen belemmerd of belet worden.

§ 2. Indien de Regering van oordeel is dat er redenen zijn om de erkenning in te trekken, deelt zij bedoelde redenen aan de betrokken vereniging mee.

De vereniging beschikt, op straffe van onontvankelijkheid, over 30 dagen na de kennisgeving van de redenen om haar bezwaren aan de bevoegde dienst mee te delen bij aangetekend schrijven of door elke ander middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig artikel D.15 van het Wetboek.

§ 3. De door de Regering genomen beslissing na onderzoek van de ingediende bezwaren wordt door het departement aan de organisatie meegedeeld bij aangetekend schrijven of door elke ander middel dat een vaste datum aan de verzending verleent overeenkomstig de artikelen D.15 van het Wetboek, binnen een termijn van 30 dagen na ontvangst van de bezwaren bedoeld in § 2, tweede lid.

Art. 8. De aanvragen om erkenning worden door de landbouwverenigingen ingediend vanaf de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*. De erkenningsperiode begint te lopen vanaf de toekenning van de erkenning.

De verlenging met 3 jaar wordt ingediend bij het departement 3 maanden vóór de vervaldatum ervan.

Art. 9. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 september 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/205388]

Eau

Par arrêté ministériel du 20 juillet 2018 qui entre en vigueur le jour de sa publication par extrait au *Moniteur belge*, l'agrément comme système d'épuration individuelle du système d'épuration présenté par la société ECOBETON sise à Saint-Trond, Hasseltsesteenweg 119, sous l'appellation commerciale Q-FYT W1 05-06 EH pour une capacité jusqu'à 6 équivalent-habitants, est octroyé pour une durée de cinq ans, sous le numéro de référence 2018/02/003/A.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/205388]

Wasser

Durch Ministeriellen Erlass vom 20. Juli 2018, der am Tag seiner auszugsweisen Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft tritt, wird die Zulassung als individuelles Klärsystem des von der Gesellschaft "ECOBETON" mit Sitz in Sint-Truiden, Hasseltsesteenweg 119, unter der Handelsbezeichnung "Q-FYT W1 05-06 EH" für eine Kapazität von bis zu 6 Einwohnergleichwerten vorgestellten Klärsystems für eine Dauer von fünf Jahren unter der Bezugsnummer 2018/02/003/A gewährt.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/205388]

Water

Bij ministerieel besluit van 20 juli 2018, dat in werking treedt op de datum van bekendmaking ervan bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*, wordt het zuiveringssysteem dat door de vennootschap ECOBETON, gelegen Hasseltsesteenweg 119, te Sint-Truiden, onder de handelsnaam "Q-FYT W1 05-06 EH" (capaciteit 6 inwonerequivalent) in omloop gebracht wordt, voor vijf jaar erkend als individueel zuiveringssysteem (referentienummer 2018/02/003/A).